

3. Élevage et moyens de subsistance

Le chapitre précédent a proposé une vue d'ensemble de l'évolution de la pauvreté et du secteur de l'élevage dans les six principaux ensembles continentaux depuis 1990, essentiellement sur la base de données internationales non ventilées en dessous du niveau national. Ce chapitre examine le rôle de l'élevage dans l'économie des ménages ruraux, en s'appuyant sur la littérature publiée et la littérature grise, ainsi que sur des études sur les ménages représentatives au niveau national compilées à partir de la base de données de la FAO - Activités rurales génératrices de revenus (FAO-RIGA) (Davis *et al.*, 2007) concernant 12 pays: quatre en Amérique latine et Caraïbes - Équateur, Guatemala, Nicaragua et Panama, quatre en Afrique subsaharienne - Ghana, Madagascar, Malawi et Nigéria, trois en Asie du Sud - Bangladesh, Népal et Pakistan, et un en Asie de l'Est et Pacifique - Viet Nam. Le chapitre présente tout d'abord un aperçu des principales caractéristiques des ménages ruraux dans les pays en développement, en mettant en évidence les aspects liés à l'élevage. Il examine ensuite les différents rôles, souvent étroitement liés, de l'élevage dans les ménages ruraux, et la manière dont le bétail soutient tout particulièrement les moyens de subsistance des groupes à faible revenu par le biais de services non monétaires ou indirects. Enfin, le chapitre se penche sur les aspects sexospécifiques de l'élevage et de la production animale en s'appuyant sur des informations contenues dans la base de données FAO-RIGA.

CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES RURAUX

L'agriculture fournit généralement plus de 50 pour cent du revenu des ménages, elle reste ainsi la principale source de revenus et de subsistance des ménages ruraux dans les pays en développement (DFID/ODI/NMFA, 2002; Jayne *et al.*, 2003; Otte et Chilonda, 2002). Les petites exploitations (<2 ha) réalisent une part importante, et souvent croissante, de la production agricole. En Afrique, par exemple, il a été estimé que 90 pour cent de l'ensemble de la production agricole provenait de petites exploitations (Spencer, 2002). En Inde, les petits exploitants possèdent la majorité du bétail et dominent le secteur de la production laitière (Narayanan et Gulati, 2002). Selon Nagayets (2005) les tendances historiques concernant la taille des exploitations suggèrent qu'en Afrique et en Asie, les petites exploitations continueront de dominer le paysage agricole durant au moins les deux ou trois prochaines décennies.

Le tableau 3.1 illustre l'importance de la contribution des petits exploitants à l'ensemble de la production animale dans les pays inclus dans la base de données FAO-RIGA. Dans tous les pays africains et asiatiques, la production des exploitations de moins de 2 ha de terres ou de moins de 2 UBT représente au minimum, entre la moitié et les trois quarts de la production animale totale. Il faut cependant garder à l'esprit que les enquêtes RIGA n'incluent pas les entreprises agricoles constituées en sociétés, donc pour certains des pays de l'échantillon il se pourrait que certains chiffres soient légèrement surestimés.

Tableau 3.1

PART DE LA VALEUR TOTALE DE LA PRODUCTION ANIMALE, PAR CATÉGORIE DE TAILLE DES EXPLOITATIONS ET DES TROUPEAUX

Pays	% de la valeur totale de la production animale au niveau des ménages									
	Taille des exploitations (ha)					Taille des troupeaux (UBT)				
	< 0,5	0,5–1	1–2	2–5	> 5	< 0,5	0,5–1	1–2	2–5	> 5
Ghana	79	3	4	12	2	47	16	16	12	9
Madagascar	42	14	21	19	4	32	10	19	21	18
Malawi	21	22	29	21	7	64	14	10	9	3
Nigéria	41	5	13	22	19	26	20	23	21	10
Bangladesh	64	17	12	7	1	31	19	25	25	0
Népal	57	21	14	7	1	4	7	31	51	6
Pakistan	54	9	13	16	8	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	87	10	3	1	0	17	23	30	28	3
Équateur	24	5	7	17	46	7	8	11	30	44
Guatemala	55	11	11	10	13	34	17	20	16	13
Nicaragua	34	2	5	13	45	27	8	8	16	40
Panama	14	0	2	5	79	11	6	4	10	69

Source: Base de données FAO-RIGA.

Le tableau 3.2 illustre les principales caractéristiques des ménages ruraux, dérivées de l'analyse des 12 enquêtes représentatives au niveau national. La taille moyenne des ménages varie de 4,0 à 6,7 membres, dont près de la moitié sont des personnes à charge (<15 ans ou > 60 ans) dans la plupart des ménages. En outre, dans presque tous les pays, le chef de ménage a suivi moins de cinq ans d'éducation formelle. Ces données tendent à confirmer la faiblesse du capital humain des ménages ruraux. La part des ménages qui possèdent des terres varie considérablement selon les pays. Les niveaux les plus faibles sont observés au Pakistan et au Ghana, où environ un tiers des ménages sont des propriétaires terriens, alors qu'au Viet Nam et au Malawi, environ 90 pour cent des ménages ruraux possèdent des terres. À l'exception des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la taille moyenne des exploitations est de l'ordre de 1 ha, voire moins. Les propriétaires de bétail sont en général plus nombreux que les propriétaires fonciers, mais de nouveau, la taille moyenne des troupeaux oscille généralement entre 1 et 2 UBT. La dotation en capital humain et physique est encore plus précaire dans les ménages qui font partie des 20 pour cent les plus pauvres en terme de dépenses des ménages. La taille moyenne des ménages entrant dans cette catégorie varie entre six et sept membres, dont la majorité (55 pour cent) d'entre eux sont considérés comme des personnes à charge. En moyenne, l'éducation formelle des personnes à la tête de ces ménages dépasse rarement trois ans, tandis que la taille moyenne des terres et des cheptels est généralement environ 10 à 50 pour cent inférieure à la moyenne rurale dans son ensemble, ce qui confirme que l'absence d'accès aux terres est associée à de faibles revenus et à la pauvreté rurale (FIDA, 2001).

Tableau 3.2
CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES RURAUX DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Taille du ménage (nb.)	Personnes à charge (%)	Éducation formelle du chef de ménage (années)	Propriétaires fonciers (%)	Taille moyenne de l'exploitation (ha)	Propriétaires de bétail (%)	Taille moyenne du cheptel (UBT)
Ghana	4,1	49	3,0	35	1,1	50	1,3
Madagascar	4,5	47	2,8	75	1,1	77	2,0
Malawi	4,1	49	4,2	91	1,5	63	0,5
Nigéria	4,7	39	4,0	68	6,4	46	1,5
Bangladesh	5,0	46	2,6	49	0,4	62	0,9
Népal	5,5	47	1,9	79	0,6	88	2,0
Pakistan	6,7	49	3,0	33	0,9	47	n/a
Viet Nam	4,7	45	4,7	90	0,2	82	1,3
Équateur	4,8	48	4,3	58	5,7	84	3,3
Guatemala	5,3	51	2,3	52	1,9	70	1,3
Nicaragua	5,5	48	2,5	42	5,8	55	4,0
Panama	4,4	45	5,8	51	6,3	61	3,3

Source: Base de données FAO-RIGA.

Pour survivre dans ces conditions généralement défavorables, les ménages ruraux ont tendance à diversifier leurs sources de revenus: des activités agricoles et non agricoles, et des activités dans le cadre de l'exploitation familiale et dans le cadre d'un emploi salarié. Le degré de diversification varie selon les pays (tableau 3.3). Les revenus provenant des activités agricoles ou non agricoles familiales représentent l'essentiel des revenus dans la plupart des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, à l'exception du Bangladesh, du Guatemala et du Panama, où le salariat est la principale source de revenu. Les autres sources, principalement des transferts de fonds de parents, représentent généralement entre 10 et 20 pour cent du revenu des ménages ruraux. L'agriculture, que ce soit à travers la petite exploitation familiale ou grâce au salaire obtenu comme ouvrier agricole, demeure le secteur offrant le plus de revenus pour les ménages ruraux dans la majorité des pays analysés.

Les petits agriculteurs sont confrontés à des contraintes spécifiques, notamment des coûts de transaction et de commercialisation élevés, le manque de pouvoir de marché aussi bien pour l'achat des intrants que pour l'écoulement de la production, un accès limité aux connaissances et aux technologies, ainsi que l'exposition et la vulnérabilité aux aléas climatiques et aux maladies. En outre, les petits exploitants opèrent souvent dans des zones où les marchés en matière d'alimentation, d'assurance, et de services financiers et autres ne fonctionnent pas bien. Les ménages doivent donc maintenir un haut degré d'autonomie et développer des réseaux sociaux informels. En revanche, les petits exploitants subissent des coûts d'opportunité et d'encadrement faibles en matière de main-d'œuvre (familiale), ce qui leur confère un avantage concurrentiel par rapport à l'agriculture à grande échelle pour

Tableau 3.3
CONTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTES SOURCES DE REVENU AU REVENU
TOTAL DES MÉNAGES RURAUX DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS (POURCENTAGES)

Pays	Exploitation agricole	Entreprise non agricole	Travail salarié	Autre	Activités agricoles	Activités non-agricoles
Ghana	60	21	11	9	61	39
Madagascar	63	11	17	9	68	32
Malawi	44	15	30	12	64	36
Nigéria	78	11	9	2	80	20
Bangladesh	17	16	40	27	37	63
Népal	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Pakistan	33	11	38	19	41	59
Viet Nam	56	21	15	7	62	38
Équateur	33	18	38	10	54	46
Guatemala	20	15	47	18	42	58
Nicaragua	35	11	43	11	57	43
Panama	18	22	44	16	35	65

Source: Base de donnée FAO-RIGA.

la production de produits agricoles à valeur élevée et à forte intensité de main-d'œuvre, tels que le lait. Ainsi, malgré des conditions difficiles, les petits producteurs font une utilisation efficace des ressources naturelles rares, ont tendance à diversifier leurs portefeuilles d'activités agricoles afin d'équilibrer les risques et cherchent à optimiser les rendements de la main-d'œuvre familiale (hétérogène). L'élevage est un moyen important en vue de réaliser tous ces objectifs.

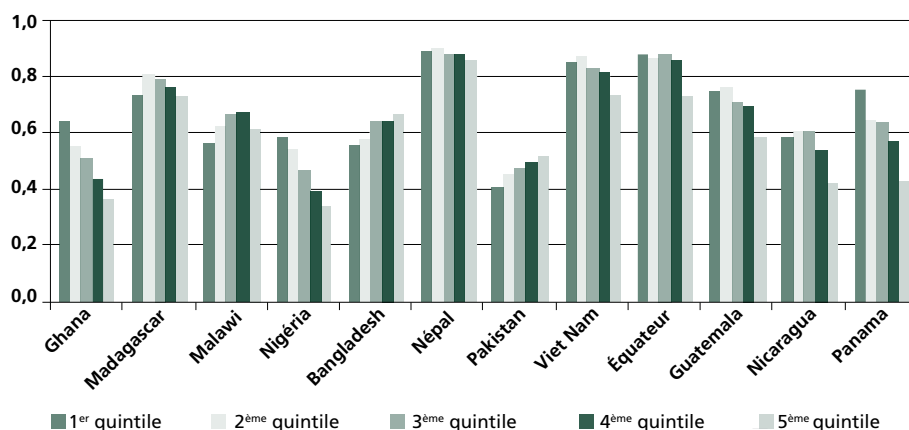
POSSESSION DE BÉTAIL PARMI LES MÉNAGES RURAUX

Comme mentionné précédemment, la majorité des ménages ruraux possèdent du bétail. Les figures 3.1 et 3.2 illustrent la répartition des possessions de bétail parmi les ménages en fonction des différents quintiles de dépenses dans les pays sélectionnés.

On trouve des éleveurs de bétail dans l'ensemble des cinq quintiles de dépense, mais dans la plupart des pays analysés, les ménages du quintile de dépenses inférieur sont plus susceptibles d'avoir des animaux dans leurs portefeuilles d'actifs que les ménages les plus riches, même si la différence est minime dans certains pays.

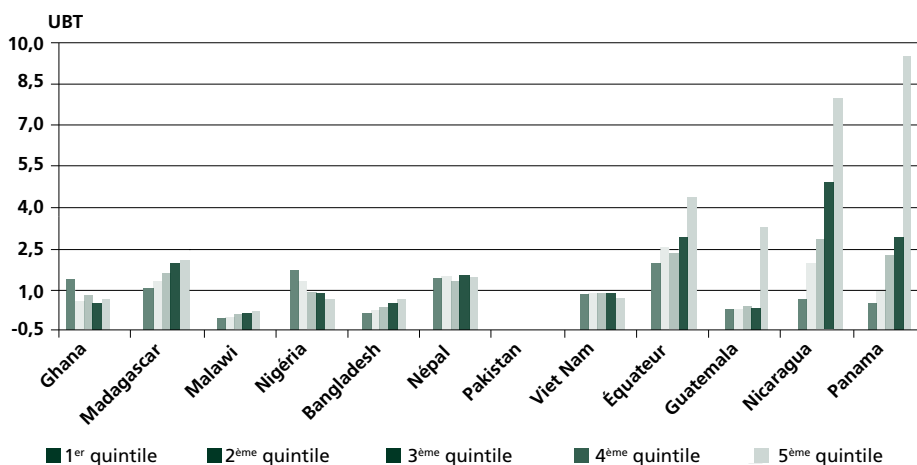
La taille moyenne des troupeaux, exprimée en UBT, des ménages de tous les quintiles, est relativement faible dans toutes les régions, sauf dans les pays latino-américains inclus dans l'échantillon. En général, ces résultats correspondent à des conclusions publiées (Bebe *et al.*, 2003; Maltosglou et Rapsomanikis, 2005; Maltosglou et Taniguchi, 2004; Nanyeenya *et al.*, 2008), même si celles-ci ne sont représentatives que des systèmes de production agropastoraux. Les troupeaux des ménages qui vivent dans les zones pastorales tendent à être plus importants: dans les zones pastorales d'Afrique de l'Est, on estime qu'un ménage

FIGURE 3.1
Possession de bétail des ménages ruraux (%), par quintile de dépenses



Source: Base de données FAO-RIGA.

FIGURE 3.2
Taille des élevages, exprimée en UBT, des ménages d'éleveurs ruraux, par quintile de dépenses



Source: Base de données FAO-RIGA.

qui dépend exclusivement de l'élevage doit posséder un cheptel d'au moins 15 à 20 bovins pour vivre au-dessus du seuil de pauvreté (Lybbert *et al.*, 2004). Sur les hauts plateaux du Pérou, on considère qu'un élevage d'alpaca commercialement viable doit compter au moins 2 000 têtes (CEPALC, 2004).

La figure 3.2 montre que la relation constamment positive entre la richesse des ménages et le nombre d'UBT qu'ils possèdent, n'existe que dans certains pays latino-américains: Nicaragua, Panama et Équateur (parmi les pays étudiés). Les résultats sont assez variés pour

les autres pays de la base de données, et il n'y a pas de relation univoque entre la taille des troupeaux et la richesse des ménages. Le nombre d'UBT ne fournit pas d'informations sur la qualité des animaux détenus par les ménages. Par exemple, aucune différence n'est faite entre une vache locale et une vache laitière de race croisée lors de l'agrégation du bétail en UBT.

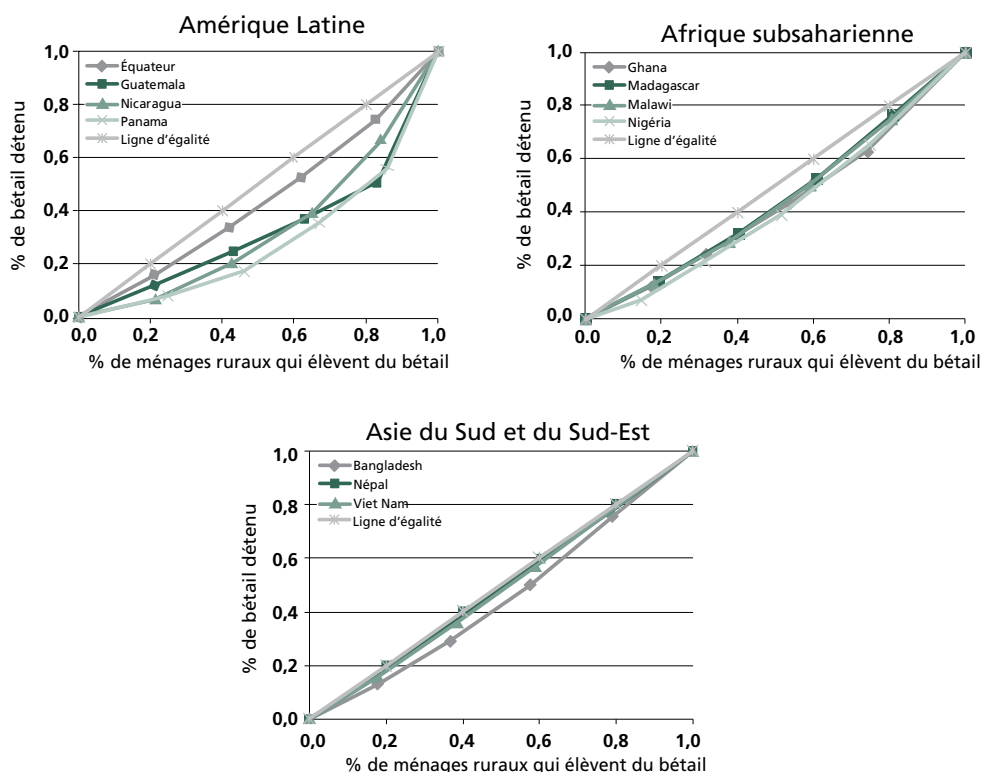
Les courbes de Lorenz¹⁰ concernant la possession de bétail pour le même échantillon de pays (figure 3.3) ne s'écartent sensiblement de la ligne d'égalité absolue entre les groupes de dépenses qu'en Amérique latine, où les ménages des deux quintiles supérieurs détiennent plus de 60 pour cent des animaux.

Ces résultats corroborent les rapports qui ont établi que, dans les pays en développement, le bétail était souvent réparti plus équitablement que les terres entre les différentes catégories socioéconomiques (Delgado, Narrod et Tiongco, 2008; McKinley, 1995; Mellor, 2003; Zezza *et al.*, 2007). Une des raisons avancées pour expliquer ce phénomène est le fait que les très pauvres et les paysans sans terre peuvent élever quelques animaux malgré leur accès difficile à la terre. Par conséquent, des augmentations générales de la productivité du bétail pourraient avoir un impact direct positif plus important sur les moyens de subsistance des pauvres, que des augmentations correspondantes de la productivité des terres.

Les ménages ruraux se spécialisent rarement dans une seule culture ou espèce animale. En effet, ils préfèrent généralement diversifier leurs cultures ou espèces animales pour tirer profit des divers rôles, souvent complémentaires, que peuvent jouer chaque espèce, et répartir les risques, notamment de maladies animales. Ce raisonnement semble s'appliquer aux ménages de toutes les catégories de richesse, étant donné qu'aucune différence marquée des espèces de bétail détenues ne peut être identifiée parmi les catégories de richesse au sein des pays. Dans un milieu agro-écologique donné, les ménages les plus pauvres et les plus riches tendent à constituer des troupeaux de composition similaire, même si généralement, les petits exploitants possèdent moins souvent des bovins et plus souvent des volailles (Pica-Ciamarra *et al.*, 2010). La capacité des pauvres à acquérir du bétail est limitée par les coûts d'investissement et d'entretien de différentes espèces, qui sont généralement plus élevés pour les grands ruminants (FIDA, 2001; Kitalyi *et al.*, 2005). Les grands ruminants nécessitent des coûts d'entretien plus élevés, car ils ont besoin d'une quantité quotidienne de fourrage équivalente à environ 10 pour cent de leur poids corporel – c'est-à-dire, entre 30 et 40 kg de fourrage par jour - alors que les poulets peuvent survivre avec 30 à 50 g de nourriture par jour qu'ils picorent ou récupèrent parmi les déchets de cuisine. Les ménages pauvres ont besoin d'équilibrer soigneusement la composition et la taille de leurs cheptels afin d'optimiser les ressources disponibles, notamment la main-d'œuvre familiale, et de maximiser la production du bétail et les services fournis par l'élevage, tout en maîtrisant les risques.

¹⁰ Les courbes de Lorenz permettent de représenter la distribution cumulative des ménages d'éleveurs ruraux en fonction de la taille moyenne des troupeaux par rapport à la part cumulée de bétail détenu. Si les troupeaux sont également répartis, c'est-à-dire si chaque ménage détient le même nombre d'UBT, la courbe de Lorenz est une ligne à 45 degrés; si l'inégalité est totale, c'est-à-dire si le plus grand propriétaire détient tout le bétail, la courbe de Lorenz court le long de l'axe x, forme un angle droit à (1,0) et se termine à (1,1).

FIGURE 3.3
Courbes de Lorenz des cheptels détenus par les ménages d'éleveurs ruraux



Source: Base de données FAO-RIGA.

LES DIFFÉRENTS RÔLES DE L'ÉLEVAGE

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, une grande partie des ménages ruraux (et urbains) dans les pays en développement possèdent du bétail, souvent en petit nombre, soit comme activité agricole principale soit, plus fréquemment, en complément de leur production agricole. Le bétail joue divers rôles pour ces ménages, ils fournissent notamment: des services (puissance de traction/transport, assurance, épargne...), de la nourriture (viande, lait, œufs...) et des produits non alimentaires (laine, cuirs, peaux...) et des avantages moins tangibles tels que le statut social et l'inclusion dans les réseaux sociaux. L'importance relative de chacun de ces différents rôles varie selon les espèces d'animaux, la zone agro-écologique, le système de production et le contexte socio-culturel. Le bétail assume souvent plusieurs rôles à la fois.

Sécurité alimentaire des ménages

La sous-alimentation reste très répandue dans le monde en développement (voir chapitre 2). Les effets à court terme de la sous-alimentation comprennent: un ralentissement de la

croissance et du développement des enfants, et un risque accru de morbidité et de mortalité dû aux maladies infectieuses. Sur le long terme, elle altère le développement cognitif des enfants et leurs performances scolaires, et chez les adultes, elle diminue le rendement et la productivité au travail. Cela réduit le développement du capital humain et limite le potentiel de croissance économique.

Au sein des ménages, l'élevage peut contribuer à améliorer la nutrition, en particulier des enfants, de trois manières (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000; Neumann, 2000; Shapiro *et al.*, 2000). Les régimes alimentaires peuvent être améliorés par:

- la consommation directe occasionnelle de lait, d'œufs ou de viande;
- l'utilisation des revenus tirés de la vente de produits de l'élevage pour l'achat de nourriture;
- l'augmentation de la production agricole résultant de l'association agriculture-élevage.

Les ménages à faible revenu élèvent souvent de petits animaux, comme de la volaille, des porcs et des petits ruminants (ovins et caprins), qui se nourrissent principalement en picorant ou en récupérant de la nourriture et qui nécessitent peu de ressources. Ces petites espèces de bétail sont plus pratiques comme source de viande pour les ménages que les bovins et autres gros ruminants (comme les buffles par exemple), dont la viande peut s'altérer avant d'avoir pu être entièrement consommée par le seul ménage (Upton, 1985). Au Bangladesh, par exemple, on a observé que l'amélioration de la production à petite échelle de la volaille en semi-liberté avait permis d'accroître directement le nombre d'œufs consommés par les ménages, de deux à cinq œufs par semaine, tandis que la consommation de viande de volaille est passée de 62 à 105 g par semaine (Nielsen, 1998). Outre l'augmentation de la consommation d'œufs et de viande de volaille, l'amélioration de la production de volaille a également permis d'accroître la consommation de poisson, de lait et de légumes des ménages (Nielsen, 1998). En Équateur, les enfants issus de ménages agricoles possédant du bétail étaient moins susceptibles de souffrir d'un retard de croissance que les enfants des ménages non-propriétaires de bétail (Leonard *et al.*, 1994). Une évaluation d'impact réalisée dans les régions côtières du Kenya a montré que les enfants issus des ménages qui possédaient des vaches laitières de races améliorées étaient plus grands que ceux des ménages qui n'en possédaient pas (Nicholson *et al.*, 1998). De même, dans les régions rurales du Rwanda, Grosse (1998, cité dans Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000) a constaté que les enfants âgés de deux à cinq ans issus de ménages ayant des vaches ou des chèvres laitières étaient significativement plus grands que les enfants des ménages qui n'en possédaient pas. L'essentiel de la différence de croissance des enfants était attribuable au fait de posséder des animaux laitiers, bien plus qu'aux différences de richesse, d'accès à la terre ou d'éducation de la mère. Les animaux laitiers sont particulièrement importants pour les ménages pastoraux, pour lesquels - au cours d'une saison des pluies normale - les laits de chèvres et de chameaux fournissent environ respectivement 66 et 100 pour cent des besoins moyens en énergie et en protéines d'un enfant d'un an (Sadler *et al.*, 2009).

Dans les systèmes agropastoraux, les principaux avantages de l'élevage – la production de fumier et la traction animale – bénéficient à l'exploitation du ménage. L'utilisation du fumier comme engrais¹¹ permet d'accroître les rendements des cultures, tandis que la puissance de

¹¹ Dans certaines régions, le fumier est l'une des contributions les plus précieuses de l'élevage (par exemple, Ayalew *et al.*, 2001; Haileselassie *et al.*, 2009).



Crédit: ©FAO/Ami Vitale

traction animale permet d'étendre les zones cultivées ou d'accroître l'intensité des cultures (voir le paragraphe sur « la production et la productivité des exploitations/des ménages »). Une hausse de la production agricole peut à son tour contribuer à améliorer les moyens de subsistance et la nutrition. Les revenus supplémentaires provenant de la vente des récoltes, du bétail ou des produits de l'élevage peuvent servir à acheter des produits alimentaires pour compléter le régime alimentaire basé sur les produits de la ferme. Toutefois, un complément de revenu ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de la nutrition, en raison de dépenses concurrentielles, telles que le paiement des frais de scolarité, l'achat de vêtements et d'autres biens domestiques, ainsi que le réinvestissement dans l'élevage.

Résilience face aux chocs: assurance, répartition des risques et épargne

La gestion des risques et la vulnérabilité sont deux défis auxquels sont confrontés les petits exploitants ruraux. Pour y faire face, les petits exploitants ont développé diverses stratégies (ex-ante) de gestion des risques et (ex-post) d'adaptation aux chocs. La gestion des risques passe par la diversification au profit de l'élevage, qui semble être une stratégie adoptée par un large éventail de ménages ruraux. Les stratégies d'adaptation consistent à réduire la variabilité de la consommation alimentaire, indépendamment des fluctuations des rendements et des revenus. Les animaux offrent de nombreux avantages car généralement ils s'adaptent mieux aux chocs environnementaux que les cultures. Les races animales autochtones sont adaptées aux risques environnementaux locaux et font un usage efficace des ressources naturelles disponibles. Les animaux sont mobiles, ce qui augmente leur capacité de survie, ils sont également capables de digérer une grande variété d'aliments, et peuvent parfois survivre à des réductions majeures de certaines ressources alimentaires. Des aliments tels que le lait et les œufs, provenant de l'élevage, représentent une assurance nutritionnelle qui peut être utilisée pour lisser les niveaux de consommation alimentaire des ménages. Le potentiel alimentaire que représentent les animaux « à sabot » constitue également un aspect important de la sécurité alimentaire. Des disponibilités excédentaires de fourrage et/ou de céréales peuvent être temporairement « stockées » dans le bétail pour être « liquidées » durant les périodes de pénurie alimentaire. En outre, la vente du bétail

peut être programmée avec plus de souplesse que pour beaucoup d'autres produits agricoles, fournissant une sécurité supplémentaire contre les risques climatiques et du marché.

Les personnes pauvres augmentent ainsi leurs chances de survie grâce à l'élevage en transférant les risques sur leurs animaux. La valeur d'assurance du bétail augmente avec les risques agricoles. Par exemple, Ayalew (2000, cité dans Moll, 2005) a estimé que les prestations d'assurance des chèvres sur les hauts plateaux éthiopiens représentaient environ 8 pour cent de leur valeur, tandis que Moll (2005) suggère une valeur pouvant aller jusqu'à 20 pour cent dans les situations où les risques sont sévères.

Le bétail vient également compléter la main-d'œuvre et le capital, compensant ainsi une fluctuation de la disponibilité de l'une ou de l'autre. Cela peut se révéler important lorsque la demande saisonnière attire les travailleurs vers des activités temporaires à forte valeur ajoutée et lorsque les circonstances amènent les membres de la famille à quitter le foyer pendant de longues périodes, pour cause de maladie ou d'un emploi urbain à long terme. En l'absence de marchés qui fonctionnent correctement en matière de finances et d'assurances, le bétail peut représenter une épargne et fournir une réserve d'urgence. En cas de besoin urgent de financement, pour une occasion spéciale ou pour faire face à une catastrophe, les animaux peuvent être vendus pour réunir la somme d'argent nécessaire. Les ménages achètent généralement du bétail lorsque leurs revenus excèdent leurs exigences de dépenses de consommation, et les revendent uniquement en cas de besoin de trésorerie, ce qui tend à démonter la fonction d'épargne (par exemple, Moll et Dietvorst, 1999). Le bétail peut également servir de forme d'épargne pour les populations urbaines, comme le montre une étude réalisée par Ossiya *et al.* (2003) à Kampala, où l'on a observé que les ménages urbains tendaient à acquérir plus de bétail lors des périodes de perturbations politiques et économiques. Les volailles servent d'économies pour répondre aux petits besoins de trésorerie des ménages, tels que l'achat de médicaments quand un membre de la famille tombe malade, les petits ruminants et les porcs fournissent une épargne à moyen terme pour faire face aux dépenses légèrement plus importantes, comme les frais de scolarité et l'achat de livres, alors que les grands animaux servent d'épargne à long terme pour couvrir les besoins majeurs d'investissement, tels que des travaux d'agrandissement (Davendra et Chantalakhana, 2002).

Accroître la taille du troupeau sur une superficie déterminée, réduira à un moment donné la productivité biologique de chaque animal. Mais, tant que le taux de charge n'est pas excessif, cet inconvénient sera compensé par les prestations d'assurance et d'épargne. Grâce aux usages flexibles du bétail et à la diversification des sources de revenus, les revenus des petites exploitations agricoles qui pratiquent l'agropastoralisme sont beaucoup moins variables d'une année sur l'autre que les autres (Sandford, 1988, cité dans Bradford, 1999). À la fois comme réserve d'épargne et comme provision en cas de risque, le petit bétail (ovins, caprins, porcins et volailles) présente des avantages par rapport aux grands animaux (bovins, buffles et chameaux), en raison de leur plus grande commodité.

Les animaux sont des immobilisations précieuses, qui possèdent la capacité de générer des revenus mais aussi d'augmenter numériquement grâce à la reproduction. Une fois qu'un troupeau est établi, il est possible de réinvestir dans le troupeau en augmentant le nombre de remplacements. On considère souvent que le bétail offre de meilleurs rendements que les intérêts payés par les banques ou les caisses d'épargne. Lorsqu'ils doivent choisir entre consommer les jeunes animaux ou poursuivre leur élevage pour agrandir le troupeau,



Crédit: ©FAO/A. Wolstad

les ménages renoncent fréquemment à la consommation à court terme en faveur de la constitution d'actifs. La capacité spécifique du bétail d'auto-générer du capital, en fait un investissement particulièrement intéressant pour les pauvres. Cependant, le coût nécessaire pour constituer les bases d'une activité d'élevage peut être au-dessus de leurs moyens et il est possible qu'ils aient besoin d'un crédit ou d'une aide extérieure.

Production et productivité des exploitations/des ménages

Par définition, les petits exploitants possèdent des droits de propriété ou d'usage sur généralement de petites superficies de terres agricoles, les éleveurs ont des droits d'usage (souvent remis en question) sur des terrains de parcours non-privés, et les éleveurs sans terre ne possèdent ni titres fonciers ni droits d'usage. Pour ces ménages, investir dans le bétail accroît la production et la productivité, parce que l'élevage leur permet de:

- obtenir un accès à des ressources de propriété commune (pour le pâturage et le picorage);
- convertir des matières organiques de faible qualité (herbes et arbustes du parcours, résidus de récolte, déchets organiques, protéines picorables) en produits à (plus) forte valeur;
- étendre la superficie des terres qu'ils peuvent cultiver, grâce à l'utilisation de la traction animale;
- s'orienter plus facilement vers des cultures plus exigeantes, grâce à l'utilisation des engrais organiques et de la traction animale;
- lisser les besoins en main-d'œuvre familiale au cours des saisons et en fonction des sexes et des générations.

Comme mentionné dans le chapitre 2, le bétail représente l'un des moyens les plus efficaces d'utiliser des ressources qui seraient autrement inexploitées, telles que la végétation des zones arides, les résidus de récolte et les déchets organiques, aussi bien dans les zones rurales et que dans les zones urbaines. Outre la valorisation de ressources impropres à la consommation humaine, le bétail permet aux ménages à faible revenu de convertir des ressources de propriété commune en actifs privés.

Les petites exploitations dans les pays en développement sont rarement mécanisées (moins de 20 pour cent dans la plupart des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA) (Zezza *et al.*, 2007), et une estimation récente suggère que près de la moitié de la superficie

totale des terres dans les pays en développement - au moins 320 millions d'hectares - est cultivée grâce à la traction animale fournie par les bovins, les buffles, les chevaux, les ânes et les mulets (Bruinsma, 2003). Rien qu'en Chine, selon le Bureau national des statistiques, en 2007, les agriculteurs ont eu recours à 50 millions de bovins/buffles de trait et environ 10 millions d'équidés de trait. Selon une autre estimation, pour faire le travail réalisé par les animaux de trait en une année, 20 millions de tonnes d'essence seraient nécessaires pour alimenter des engins motorisés (Ramaswamy, 1994). La plupart du temps, l'utilisation d'animaux de trait ou de tracteurs n'améliore pas ou peu les rendements des cultures, elle permet cependant de cultiver une plus grande superficie par ménage ou par unité de main-d'œuvre. La force de traction permet donc d'économiser de la main-d'œuvre et d'accroître les superficies cultivées. Pour les cultures qui nécessitent une préparation intensive du sol, le travail parfois considérable économisé grâce à la traction animale peut se révéler particulièrement précieux. Dans le centre du Nigéria, par exemple, les animaux de trait ont permis de réduire le temps nécessaire pour préparer les terres destinées à la production de riz de 315 à 94 heures/ha (Lawrence, Dijkman et Jansen, 1997). La traction animale est également utilisée pour la culture intensive des terres irriguées en Asie et dans d'autres régions, les buffles remplaçant alors les bovins, les chameaux ou les ânes dans les rizières inondées. Pour ces cultures, les exigences de traction par hectare sont très élevées, les avantages consistent ainsi en une économie de main-d'œuvre, en dépit de la forte densité de population de l'Asie.

Les animaux permettent également d'alléger les tâches ménagères, comme le transport de l'eau et du combustible nécessaires pour les ménages (grâce aux ânes, par exemple). Ils servent également de bête de somme, ils sont utilisés pour tirer des charrettes en vue d'acheminer les produits agricoles vers les marchés ou à rapporter des intrants agricoles à la ferme. Pour les ménages nomades sans terre, le bétail permet la migration de toute ou d'une partie de la famille.

De nombreux sols ne sont pas suffisamment riches en nutriments pour permettre une production agricole efficace et les relations complémentaires entre cultures et bétail peuvent être exploitées par le biais du recyclage des nutriments. Les animaux peuvent être nourris grâce aux résidus de récolte et en retour, le fumier¹² peut alimenter le sol en nutriments. Il en résulte une augmentation aussi bien de la production agricole que de la production animale. Dans les zones où les animaux paissent sur des parcours ou des pâturages, ils transfèrent des éléments nutritifs des plantes de terres non arables à des terres arables. Il a été démontré que le fumier augmentait les rendements à des niveaux similaires à ceux des engrais chimiques, complétant ainsi le rôle de l'élevage dans l'augmentation de l'approvisionnement alimentaire. En Ouganda, par exemple, Pender *et al.* (2004) ont constaté que les ménages qui possédaient moins de bétail avaient une production agricole plus réduite. L'impact du fumier sur les rendements des cultures dépend de nombreux facteurs: le type de culture, le type de sol, la qualité du fumier, les conditions agro-écologiques, etc. McIntire, Bourzat et Pingali (1992) ont estimé que les augmentations de rendement variaient de 15 à 86 kg de céréales par tonne de fumier. Outre l'enrichissement du sol en nutriments, la matière organique contenue dans le fumier améliore également la

¹² Dans de nombreuses régions le fumier est aussi utilisé comme source de carburant, afin d'économiser le bois de chauffage et le pétrole, et de réduire la dépendance vis-à-vis des approvisionnements externes en carburant; toutefois, les ménages pauvres qui ont adopté le biogaz sont peu nombreux.

texture du sol. La valeur économique du fumier est bien connue des agriculteurs. Dans les zones à fort potentiel du Kenya, par exemple, la valeur de marché du fumier a été évaluée à environ cinq fois la valeur des engrais équivalents en éléments nutritifs (Lekasi *et al.*, 1998), et même dans les petites exploitations laitières, la production de fumier peut représenter jusqu'à 28 pour cent de la valeur de la production laitière (Lekasi et Tanner, 1998). Dans les zones densément peuplées du Kenya, il a été démontré que seules les fermes ayant du bétail avaient des bilans positifs en éléments nutritifs du sol (Shephard et Soule, 1998). Steinfeld, de Haan, et Blackburn (1997) ont estimé que la valeur fertilisante des fumiers utilisés uniquement dans les zones irriguées tropicales s'élevait à 800 millions \$EU/an.

L'élevage de canards associé à la culture de riz est un excellent exemple des avantages mutuels conférés par la combinaison cultures-bétail. Non seulement les canards enrichissent le sol, mais ils permettent également de supprimer efficacement les mauvaises herbes et les arthropodes nuisibles, réduisant ainsi les besoins en main-d'œuvre et en pesticides. Au Bangladesh, les rendements de riz sont en moyenne 20 pour cent plus élevés dans les systèmes riz-canard que dans les systèmes traditionnels. Les bénéfices nets des ménages agricoles sont également 50 pour cent plus élevés dans les systèmes mixtes culture-élevage, car les canards fournissent une source supplémentaire de revenus (Hossain *et al.*, 2009). En Indonésie, la combinaison de la culture du riz avec l'élevage de canards et de poissons a permis d'améliorer les revenus des exploitations de 117 pour cent (Suriapermana *et al.*, 1998, cité dans Davendra et Chantalakhana, 2002).

Les ménages d'éleveurs ont tendance à compter un plus grand nombre de personnes que les autres, notamment en termes de personnes à charge et d'hommes en âge de travailler (tableau 3.4). Étant donné que les activités liées à l'élevage sont généralement moins saisonnières que celles liées aux cultures - qui ont souvent des exigences élevées en main-d'œuvre à des moments critiques du cycle de vie des cultures, tels que la préparation des champs, la plantation ou la récolte - le bétail peut permettre aux ménages de répartir plus uniformément les exigences de main-d'œuvre selon le sexe et l'âge des personnes ainsi que selon les périodes de l'année. Dans de nombreuses sociétés, les enfants s'occupent de l'essentiel des activités liées au pâturage des animaux (jusqu'à 90 pour cent dans les systèmes pastoraux), tandis que les femmes sont souvent responsables de la traite des animaux laitiers et de la transformation du lait (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Pica-Ciamarra *et al.* (2010) ont constaté que la proportion de femmes dans les ménages est fortement corrélée à la proportion de petits animaux, tels que les volailles et les petits ruminants, dans les troupeaux des ménages. Cela s'explique par le fait que les petits animaux peuvent être conservés près de la maison et ainsi être surveillés par les membres de la famille qui restent à la ferme, et qu'ils ne nécessitent pas de grands efforts physiques.

Un des inconvénients de l'élevage ou de son intensification, réside dans le fait qu'il peut accroître la demande de main-d'œuvre des ménages. Cela peut avoir des répercussions particulièrement fortes sur les femmes et réduire notamment le temps et la qualité des soins qu'elles peuvent consacrer aux jeunes enfants ou à des activités génératrices de revenus autres que l'élevage. Par exemple, les femmes dans un projet laitier au Kenya ont indiqué que les avantages du projet étaient générés au prix d'une charge de travail plus élevée (Mullins *et al.*, 1996). Thomas-Slayter et Bhatt (1994) font état d'une situation similaire dans le cadre d'un projet d'intensification de la production laitière au Népal.

Tableau 3.4
TAILLE MOYENNE ET COMPOSITION DES MÉNAGES RURAUX D'ÉLEVEURS ET DE NON-ÉLEVEURS
DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Ménages d'éleveurs				Ménages de non-éleveurs			
	Taille totale du ménage	Hommes en âge de travailler	Femmes en âge de travailler	Personnes à charge	Taille totale du ménage	Hommes en âge de travailler	Femmes en âge de travailler	Personnes à charge
Ghana	5,2	1,2	1,3	2,7	3,8	0,9	1,0	1,8
Madagascar	5,2	1,3	1,3	2,7	4,2	1,0	1,2	1,9
Malawi	4,9	1,1	1,2	2,6	3,9	1,0	1,0	1,9
Nigéria	5,6	1,5	1,6	2,4	4,4	1,4	1,4	1,7
Bangladesh	5,5	1,5	1,4	2,6	4,8	1,3	1,3	2,2
Népal	5,9	1,4	1,6	2,9	4,7	1,2	1,3	2,2
Pakistan	7,4	1,8	1,9	3,8	6,5	1,7	1,7	3,1
Viet Nam	4,8	1,3	1,4	2,1	4,3	1,2	1,4	1,6
Équateur	5,1	1,4	1,4	2,4	4,2	1,1	1,3	1,8
Guatemala	5,8	1,3	1,4	3,0	4,7	1,1	1,3	2,3
Nicaragua	5,7	1,5	1,5	2,7	4,8	1,3	1,5	2,1
Panama	4,8	1,3	1,3	2,2	3,7	1,1	1,2	1,5

Source: Base de données FAO-RIGA.

Le tableau 3.5 présente des estimations des revenus annuels des ménages ajustées au pouvoir d'achat par UBT et par animal adulte (équivalent adulte) des ménages d'éleveurs, regroupés en trois catégories selon la taille des troupeaux, pour les pays inclus dans la base de données FAO-RIGA. Bien que les différences entre les pays concernant les revenus tirés de l'élevage soient immenses, à l'exception du Panama, les tendances sont fort semblables: i) le revenu par UBT tend à diminuer à mesure que la taille du troupeau augmente (par conséquent, la variation des revenus tirés du bétail est beaucoup plus faible que la variation de la taille du troupeau); et ii) le revenu tiré de l'élevage par équivalent adulte tend à augmenter avec la taille du troupeau. La première observation peut s'expliquer, du moins en partie, par les espèces d'animaux qui composent les différentes catégories de troupeaux. Les troupeaux de moins de 1 UBT sont constitués de petits animaux, tels que des poulets, des porcs et des petits ruminants (par définition, ils ne peuvent pas inclure de grands ruminants). Ces espèces ont des cycles de reproduction plus courts, des portées plus nombreuses, et nécessitent moins d'entretien que les grands animaux, ce qui permet une transformation très efficace des ressources alimentaires à bas prix en produits animaux à forte valeur. À mesure que la taille totale du cheptel augmente, les besoins alimentaires augmentent, souvent à un niveau où certains aliments doivent être achetés, et la composition du troupeau tend à s'orienter vers une plus grande proportion de grands ruminants, qui ont des cycles de reproduction parfois très longs, entraînant une baisse du revenu par UBT. Les ménages compensent la baisse de ces rendements en augmentant les revenus du travail familial, bien que ce soit un facteur de limitation de la production à mesure que la quantité de bétail et de terres augmente.

Tableau 3.5
REVENU ANNUEL TIRÉ DE L'ÉLEVAGE PAR UBT ET ÉQUIVALENT ADULTE DES MÉNAGES
D'ÉLEVEURS, PAR CATÉGORIES DE TAILLES DE TROUPEAU

Pays	Taille moyenne du troupeau (UBT)			Revenu par UBT (dollars PPA)			Revenu par équivalent adulte (dollars PPA)		
	< 1 UBT	1-2 UBT	> 2 UBT	< 1 UBT	1-2 UBT	> 2 UBT	< 1 UBT	1-2 UBT	> 2 UBT
Ghana	0,3	1,4	5,0	205	94	25	22	35	31
Madagascar	0,3	1,4	6,1	1 812	765	223	145	295	356
Malawi	0,2	1,3	4,0	424	203	64	29	77	61
Nigéria	0,4	1,4	5,5	120	68	26	15	24	32
Bangladesh	0,3	1,3	2,6	188	57	39	15	19	23
Népal	0,5	1,3	3,2	284	175	104	40	66	77
Pakistan	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	0,4	1,4	3,3	65	31	18	10	13	16
Équateur	0,4	1,5	7,7	170	163	81	19	73	170
Guatemala	0,3	1,4	7,7	238	104	63	19	37	117
Nicaragua	0,4	1,4	9,9	923	485	154	83	164	380
Panama	0,2	1,4	15,1	19	23	35	1	8	176

Source: Base de données FAO-RIGA.

Activités génératrices de revenu: accès à l'économie monétaire et création de valeur

Échapper à la pauvreté nécessite la production d'un surplus commercialisable par rapport aux besoins de subsistance de base, pour payer les intrants de production et des biens de consommation, et répondre aux besoins immédiats de trésorerie. Bien que l'expansion du cheptel puisse être fondée sur les processus naturels de reproduction et de croissance, l'investissement initial indispensable pour établir une nouvelle entreprise ou tout autre forme d'accumulation d'actifs, nécessite une épargne monétaire ou l'accès à un crédit. Les ménages pratiquant une agriculture purement de subsistance sont relativement rares et la grande majorité des ménages ruraux participent dans une certaine mesure à des activités commerciales, même s'ils produisent également de la nourriture pour leur propre consommation. Le tableau 3.6 illustre la participation des ménages ruraux des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, aux marchés agricoles. On peut constater que la plupart des ménages vendent une partie de leur production agricole et que ceux qui font partie des 20 pour cent les plus pauvres en termes de dépense, tendent à ne pas être moins actifs que les autres sur les marchés agricoles et vendent à peu près la même proportion de leurs produits d'origine animale que les autres ménages.

Compte tenu des divers rôles que joue l'élevage dans l'économie des ménages, il est difficile de mesurer précisément sa contribution au revenu total. Les deux dernières colonnes du tableau 3.6 montrent la part moyenne de l'élevage dans les revenus des ménages, sans tenir compte des changements qui peuvent survenir dans la valeur du cheptel. La contribution

Tableau 3.6

PARTICIPATION AU MARCHÉ DES MÉNAGES RURAUX ET CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE AU REVENU TOTAL, POUR L'ENSEMBLE DES MÉNAGES RURAUX ET LES MÉNAGES DU QUINTILE INFÉRIEUR DE DÉPENSES, DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

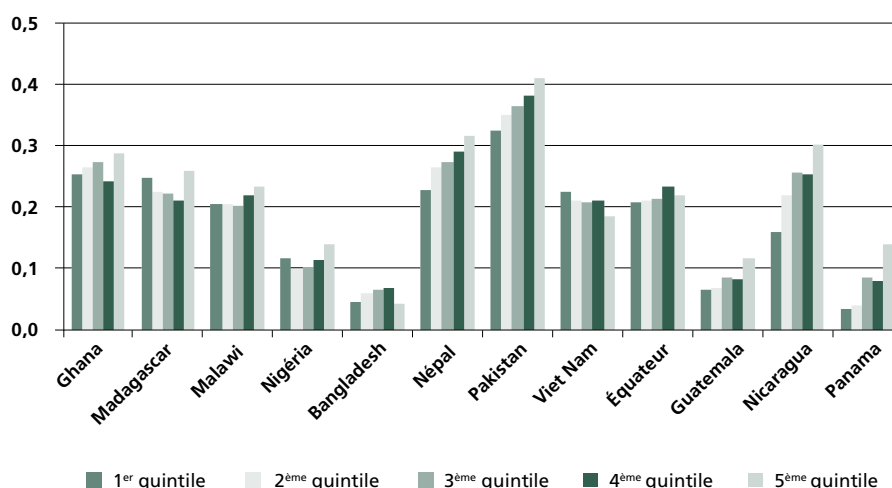
Pays	Part des ménages vendant des produits agricoles (%)		Part de la production animale vendue (%)		Part de l'élevage dans le total des revenus (%)	
	Total des ménages	Quintile inférieur	Total des ménages	Quintile inférieur	Total des ménages	Quintile inférieur
Ghana	71	81	45	71	81	45
Madagascar	94	96	60	94	96	60
Malawi	70	64	13	70	64	13
Nigéria	70	74	n/a	70	74	n/a
Bangladesh	76	65	30	76	65	30
Népal	69	59	47	69	59	47
Pakistan	52	46	n/a	52	46	n/a
Viet Nam	91	93	68	91	93	68
Équateur	62	62	35	62	62	35
Guatemala	57	59	28	57	59	28
Nicaragua	80	80	38	80	80	38
Panama	49	58	29	49	58	29

Source: Base de données FAO-RIGA.

moyenne de l'élevage aux revenus des ménages de tous les quintiles de dépenses oscille entre 7 pour cent au Panama et 37 pour cent au Pakistan, et représente en général entre 20 et 30 pour cent. Bien que cette contribution ne soit pas très élevée, la contribution de l'élevage aux revenus en espèces est souvent plus élevée (par exemple, Maltsoğlu et Taniguchi, 2004). Les sources régulières de petits revenus, comme la vente de lait et d'œufs, sont particulièrement utiles pour régler de petits achats courants.

Les études qui se sont penchées sur la part relative de l'élevage dans les revenus des plus pauvres par rapport à ceux des ménages plus aisés, ne permettent pas de dégager de tendance claire. Certaines études ont montré que le bétail contribuait davantage aux revenus des mieux nantis qu'à ceux des ménages pauvres (Wouterse et Taylor, 2008), certains n'ont déterminé aucune tendance claire (Adams, 2002), et selon certains, la contribution est plus importante pour les ménages pauvres que pour les ménages ayant des revenus plus élevés (Delgado *et al.*, 1999; IFFT, 2005). Pendant le processus de développement économique, les ménages ont tendance à se spécialiser, et les ménages plus aisés se spécialisant dans l'élevage devraient tirer une plus grande part de leurs revenus des animaux de leur exploitation que les ménages les plus pauvres (Dei-Ninger et Olinto, 2001; Holmann *et al.*, 2005; Homewood *et al.*, 2006; SA-PPLPP, 2009). La figure 3.4 illustre la contribution de l'élevage au revenu des ménages, calculée comme la valeur brute des produits de l'élevage vendus et autoconsommés par les ménages d'éleveurs, par quintile de dépenses dans les pays figurant dans la base de données FAO-RIGA.

FIGURE 3.4
Part de l'élevage dans le revenu total (%) des ménages d'éleveurs, par quintile de dépenses



Source: Base de données FAO-RIGA.

Dans la plupart des pays de l'échantillon, dont le Bangladesh, l'Équateur, le Ghana, le Guatemala, le Malawi, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan et le Panama, les ménages des quintiles de dépenses supérieurs tirent une part plus importante de leurs revenus de l'élevage que les ménages des quintiles inférieurs.

Plusieurs études ont évalué les effets induits par la promotion de la production animale sur les revenus et les dépenses des ménages (Alderman, 1987; Ahmed, Jabbar et Ehui, 2000; Mullins *et al.*, 1996; Nielsen, 1996). Ces études ont conclu que les revenus des ménages qui se lançaient dans l'élevage augmentaient et que la hausse des revenus entraînait une augmentation des dépenses alimentaires et non-alimentaires. Les dépenses non alimentaires peuvent inclure l'achat d'intrants (aliments concentrés pour les animaux, main-d'œuvre, médicaments et services de santé animale) et l'investissement dans le matériel génétique, le logement et l'équipement en vue d'augmenter la production.

Compte tenu de la croissance rapide de la demande de produits animaux, en particulier de produits laitiers et de volaille, actuellement dans de nombreux pays en développement, il existe un marché prometteur pour les productions nationales. Grâce à l'élasticité-revenu relativement élevée de la demande, l'élevage représente un moyen particulièrement attrayant pour les ménages ruraux de participer à la croissance économique urbaine. Comme le montre le tableau 3.7, les ménages ruraux pauvres contribuent considérablement à la production animale totale et commercialisée: dans la plupart des pays de la base de données FAO-RIGA, les ménages des deux quintiles inférieurs de dépenses fournissent environ 40 pour cent de la production animale commercialisée (en termes de valeur), ce qui, dans de nombreux pays, représente une contribution plus importante que celle des ménages des deux quintiles supérieurs.

Tableau 3.7
VALEUR RELATIVE DE LA PRODUCTION ANIMALE TOTALE ET COMMERCIALISÉE, PAR
QUINTILE DE DÉPENSES

Pays	% de la valeur de la production animale totale					% de la valeur de la production animale commercialisée				
	Quintile de dépenses					Quintile de dépenses				
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Ghana	22	42	17	16	3	31	22	19	14	13
Madagascar	20	13	14	12	41	21	23	21	18	16
Malawi	18	19	20	23	20	18	22	22	20	17
Nigéria	25	25	19	15	16	22	24	23	17	13
Bangladesh	14	20	27	26	14	19	20	22	20	19
Népal	16	19	20	22	24	20	21	19	20	19
Pakistan	20	21	21	20	19	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	21	19	21	20	18	20	20	21	20	19
Équateur	17	16	18	22	26	19	22	21	20	18
Guatemala	17	17	19	19	28	19	20	22	20	19
Nicaragua	10	18	21	21	30	21	20	22	19	18
Panama	9	10	23	28	31	16	17	23	22	21

Source: Base de données FAO-RIGA.

Outre la vente directe d'animaux et/ou de leurs principaux produits (viande, lait, œufs, laine, etc.), certains produits peuvent être transformés au niveau des ménages, soit par les ménages eux-mêmes soit par d'autres ménages ruraux, contribuant ainsi à la création de richesses et à la réduction de la pauvreté (voir le chapitre 4 concernant les effets multiplicateurs de l'élevage). Compte tenu de la mobilité restreinte des femmes et des personnes âgées dans de nombreuses sociétés rurales, l'ajout de valeur au sein du ménage fournit à ces groupes de population un moyen important d'augmenter et de diversifier les revenus du ménage. Dans la plupart des régions du monde, les femmes sont des acteurs essentiels du processus de création de valeur ajoutée dérivant de la transformation des produits laitiers, des peaux, des cuirs et des fibres d'origine animale. Par exemple, dans l'Andhra Pradesh (Inde), le traitement traditionnel de la laine de mouton du Deccan (par les femmes) et le tissage des tapis (par les hommes) augmentent la valeur de la laine de 400 à 500 pour cent (Svita et Rao, 2007). Les revenus que les ménages peuvent tirer de la transformation de produits agricoles primaires peuvent dépasser les revenus générés par la seule production. À Thane, en Inde, par exemple, la production de cocons permet de générer environ 50 roupies (INR) par jour, tandis que la transformation des cocons en soie tasar permet de générer 110 INR par jour (Patil *et al.*, 2009).

Fonctions sociales et culturelles

Dans de nombreuses sociétés, le bétail remplit également des fonctions sociales et culturelles. Les animaux peuvent avoir un rôle dans certaines cérémonies religieuses et autres institutions sociales, et donner une mesure tangible de la situation personnelle ou familiale. Les produits d'origine animale sont souvent consommés lors d'occasions sociales



Crédit : ©FAO/Asim Hafeez

importantes: les chèvres sont par exemple utilisées dans les cérémonies religieuses musulmanes, tandis que les porcs et les poulets sont nécessaires en Chine pour le culte des ancêtres ainsi que pour d'autres cérémonies traditionnelles. Les mariages ou les naissances d'enfants sont également souvent célébrées avec des dons de bétail, et dans certaines régions la dot pour la future mariée est payée sous forme de bétail. La capacité de participer à ces activités peut être essentielle pour établir et maintenir des réseaux sociaux à travers lesquels certains risques sont gérés.

Le statut social qu'acquière les éleveurs ne doit pas être considéré comme un bénéfice intangible, car il peut se traduire par une plus grande influence et en conséquence, par une augmentation de l'accès aux ressources (Moll, 2005). Il est difficile de mesurer la valeur du bétail comme moyen de conférer un certain statut social, car celle-ci est déterminée par la présence de formes alternatives de montrer sa richesse, comme le logement ou certains biens de consommation, elle dépend donc fortement du contexte. Dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, un coq de combat expérimenté peut valoir l'équivalent de plus de 1 000 poulets à chair normaux (Davendra et Chantalakhana, 2002). Outre les avantages intangibles conférés par le statut social, il semble que, dans plusieurs pays, la propriété de bétail facilite l'accès au crédit formel. Dans six des huit pays qu'ils ont analysés, Pica-Ciamarra *et al.* (2010) ont constaté une relation positive entre la possession de bétail et la perception de prêts formels (relation statistiquement significative dans quatre pays, même après contrôle de la possession d'autres actifs), même si les animaux étaient rarement acceptés comme garantie pour des prêts formels. Les prêts en nature sous forme de bétail sont un moyen populaire pour les ménages pauvres d'améliorer leur accès à d'autres biens et services. Comme les prêts sous forme de bétail sont normalement remboursés avec la progéniture du bétail prêté, les espèces à cycle court comme les poulets, les chèvres et les porcs sont généralement plus adaptés que les bovins pour ce type de crédit.

Dans les ménages de petits exploitants, l'élevage est aussi un moyen pour les femmes de générer un revenu et d'obtenir un statut. Dans les systèmes traditionnels de succession

et dans de nombreux plans de réforme agraire et de colonisation agricole, les droits fonciers sont généralement transférés aux hommes en tant que chefs de famille. Les ménages dirigés par des femmes, du fait de la mort ou de la migration prolongée des hommes ou d'un divorce, contrôlent généralement moins de terres que les ménages dirigés par des hommes (FIDA, 2001). Bien que les femmes détiennent rarement des droits de propriété ou d'usage sur les terres, elles possèdent souvent de façon indépendante de petits animaux, tels que des chèvres en Afrique de l'Ouest (Okali et Sumberg, 1986) et des volailles de basse cour dans de nombreux pays en développement. Généralement, ces animaux picorent leur nourriture ou sont nourris avec des déchets ménagers. Ce sont des biens importants pour les femmes, car ils représentent une source de revenus qu'elles peuvent contrôler et affecter pour répondre à leurs besoins. Cette situation est examinée plus en détail dans la section suivante.

Aspects sexospécifiques de l'élevage et de la production animale

L'élevage est souvent considéré comme un point de départ important pour la promotion de l'équilibre entre les sexes dans les zones rurales des pays en développement, car il a été démontré que les femmes jouaient un rôle majeur dans l'élevage (Guèye, 2005; Niamir-Fuller, 1994; Sinn, Ketzis et Chen, 1999; Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000; Tipilda et Kristjanson, 2009). Le tableau 3.8 donne un aperçu de la prévalence et des principales caractéristiques des ménages dirigés par des femmes¹³ dans les pays de la base de données FAO-RIGA.

Dans les pays étudiés, 10 à 25 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes. Le Bangladesh et le Pakistan, pays à majorité musulmane, affichent les taux les plus faibles, alors que c'est au Ghana que le pourcentage est le plus élevé, près d'un ménage sur trois est dirigé par une femme. Contrairement aux attentes, les ménages dirigés par des femmes sont généralement sous-représentés dans le quintile inférieur de dépenses, ce qui laisse penser que le sexe du chef de ménage n'est peut-être pas le facteur principal qui détermine le revenu des ménages. Dans tous les pays de l'analyse, la taille moyenne des ménages dirigés par des femmes est inférieure à la moyenne globale du pays, généralement de 0,5 à 1,0 membre, soit 10 à 20 pour cent. En ce qui concerne le taux de personnes à charge, il n'y a pas de différences évidentes entre les ménages dirigés par des femmes et ceux dirigés par des hommes. Dans les pays latino-américains pour lesquels des données sont disponibles, le pourcentage de personnes à charge est légèrement en dessous de la moyenne dans les ménages dirigés par des femmes, tandis qu'au Ghana, au Malawi, au Népal et au Bangladesh, le taux est légèrement supérieur à la moyenne. Il en va de même concernant l'éducation formelle du chef de ménage, qui est supérieur à la moyenne dans les ménages dirigés par des femmes dans les quatre pays d'Amérique latine, tandis que les femmes chefs de ménage dans les autres pays ont moins d'années de scolarité que leurs homologues masculins, en particulier au Népal et au Viet Nam. Dans tous les pays, les ménages dirigés par des femmes sont moins susceptibles de posséder des terres que les ménages dirigés par des hommes, et la superficie moyenne des exploitations est généralement beaucoup plus faible que la moyenne mondiale (comparer les tableaux 3.2 et 3.8).

¹³ La définition de «ménage dirigé par des femmes» appliquée dans les différentes enquêtes qui sous-tendent la base de données FAO-RIGA, n'est pas sans ambiguïté. En effet, l'absence d'un homme chef de famille peut être due à un décès, à une séparation ou à une migration temporaire, ce qui se traduit par des situations socio-économiques différentes pour les ménages dirigés par des femmes.

Tableau 3.8
PRÉVALENCE ET CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES RURAUX DIRIGÉS PAR DES FEMMES DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Ménages dirigés par des femmes % du total		Taille des ménages (nb.)	Personnes à charge (%)	Éducation formelle du chef de famille (années)	Possession de terres (%)	Taille moyenne des propriétés (ha)
	Total des ménages	Quintile inférieur					
Ghana	31	24	3,7	55	3,5	24	0,6
Madagascar	18	21	3,7	47	2,4	39	0,5
Malawi	24	26	3,7	57	2,6	89	1,1
Nigéria	13	8	3,1	37	3,5	28	4,4
Bangladesh	9	8	3,7	48	1,3	21	0,1
Népal	13	11	3,7	53	0,6	61	0,3
Pakistan	8	5	5,3	53	1,8	15	0,2
Viet Nam	22	18	3,8	39	0,5	58	0,1
Équateur	14	13	3,7	43	7,5	22	4,3
Guatemala	14	10	4,2	50	3,1	25	0,5
Nicaragua	18	19	5,1	44	4,5	11	1,0
Panama	18	17	3,5	43	9,0	16	0,9

Source: Base de données FAO-RIGA

Dans tous les pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, les ménages dirigés par des femmes sont moins susceptibles d'élever du bétail que les ménages dirigés par des hommes, dans certains cas la différence est considérable (au Ghana, au Nigéria et au Bangladesh). De plus, la taille moyenne du cheptel des ménages d'éleveurs dirigés par des femmes est généralement inférieure à celle de leurs homologues masculins dans le même pays. À deux exceptions près - les petits ruminants au Nigéria et la volaille au Panama - les ménages dirigés par des femmes possèdent en moyenne moins d'animaux de toutes les espèces, l'écart avec les ménages ayant un homme à leur tête est particulièrement marqué pour les bovins (à l'exception du Viet Nam) et les porcs dans les deux pays d'Afrique de l'Ouest (Ghana et Nigéria). Étant donné la présence plus fréquente de bétail et la taille plus importante des cheptels dans les ménages dirigés par des hommes, il n'est pas surprenant que dans tous les quintiles de dépenses, la part des revenus provenant de l'élevage soit généralement plus élevée dans les ménages dirigés par des hommes que dans ceux dirigés par des femmes (Pica-Ciamarra *et al.*, 2010).

Les données du tableau 3.9 ne soutiennent pas l'idée largement répandue de la féminisation de la pauvreté et, plus important encore, elles jettent le doute sur l'idée selon laquelle l'élevage serait un outil privilégié pour soutenir les ménages dirigés par des femmes, qui semblent plutôt compter sur des moyens de subsistance différents de ceux des ménages dirigés par des hommes.

Tableau 3.9
POSSESSION DE BÉTAIL, PAR SEXE DU CHEF DE MÉNAGE DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Ménages qui possèdent du bétail (%)		Nombre moyen d'UBT/ménage		Ratio d'UBT dans les ménages féminins/ménages masculins			
	Dirigés par des femmes	Dirigés par des hommes	Dirigés par des femmes	Dirigés par des hommes	Bovins	PR*	Porcs	Volaille
Ghana	32	60	0.16	0.89	0.04	0.71	0.14	0.31
Madagascar	65	81	0.61	1.77	0.24	0.31	0.56	0.76
Malawi	58	69	0.20	0.35	0.45	0.85	0.46	0.58
Nigéria	27	41	0.23	0.79	0.01	2.81	0.01	0.45
Bangladesh	35	62	0.13	0.57	0.21	0.50	n/a	0.43
Népal	83	91	1.21	1.81	0.70	0.79	0.63	0.98
Pakistan	74	90	0.25	0.49	n/a	n/a	n/a	n/a
Viet Nam	62	70	0.75	1.19	0.95	0.53	0.95	0.95
Équateur	73	76	1.83	2.98	0.53	0.45	0.67	0.88
Guatemala	61	67	0.64	0.97	0.35	0.72	0.69	0.36
Nicaragua	70	76	1.39	2.30	0.47	n/a	0.70	0.62
Panama	55	68	1.43	2.07	0.59	0.84	0.70	1.99

* PR = petits ruminants, c.-à-d. moutons et chèvres.

Source: Base de données FAO-RIGA.

Au sein des ménages, la possession de bétail, souvent complexe, varie selon la région. Contrairement aux idées reçues, même dans les sociétés pastorales, les femmes (et les enfants de sexe masculin) peuvent posséder du bétail. Parmi les éleveurs agropastoraux peuls, par exemple, les femmes possèdent 27 pour cent de tous les bovins, tandis que les petits ruminants appartiennent plus généralement aux femmes qu'aux hommes (Waters-Bayer, 1988). En revanche, dans les systèmes mixtes cultures-élevage dans le nord du Ghana, les traditions empêchent les femmes de posséder des bovins, ce qui explique la très faible proportion de bovins dans les ménages dirigés par des femmes, par rapport aux ménages gérés par des hommes, comme on peut l'observer dans le tableau 3.9. Les décisions concernant la cession des animaux (vente, abattage, transfert) sont généralement prises par les membres du ménage, hommes et femmes, en concertation, quels qu'en soient les propriétaires (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000).

Dans les ménages d'éleveurs, les rôles des hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées concernant les travaux liés à l'élevage varient selon les régions et sont déterminés par les traditions, les systèmes d'exploitation et un ensemble de variables socio-économiques (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Il est rare qu'une activité liée à l'élevage ne soit exclusivement réalisée que par des hommes, que par des femmes ou que par des personnes à charge. Niamir-Fuller (1994) identifie trois systèmes d'élevage dans lesquels la main-d'œuvre féminine est essentielle: i) ceux où les femmes sont responsables de la transformation et de la commercialisation des produits de l'élevage, comme chez les Peuls au Nigéria, où les femmes sont généralement responsables de la collecte du lait, de sa transformation et de sa

commercialisation (Osotimehin, Tijani et Oluko-mogbon, 2006); ii) ceux où les femmes ont la responsabilité globale des petits animaux, y compris les chèvres, les moutons et les volailles, tels que les systèmes de volailles de basse-cour au Bangladesh (Paul et Saadullah, 1991); et iii) ceux où les femmes sont chargées de gérer de grands ruminants et d'autres espèces animales, comme dans certaines parties de l'Amérique latine (Bravo-Baumann 2000). Cependant, même dans ces grandes catégories, il existe d'importantes variations dans la répartition du travail d'une région à l'autre, au sein des ménages d'une région, et au sein des ménages au fil du temps (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Il est par conséquent compliqué, voire impossible de faire des généralisations concernant le rôle de l'élevage dans la promotion de l'équité entre les sexes au sein des ménages (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000; Tipilda et Kristjanson 2009).

Ni la possession formelle de bétail, ni la répartition des tâches liées à l'élevage ne garantissent un contrôle sur les produits. Par exemple, il arrive que, bien que des femmes possèdent des bovins (laitiers) et/ou qu'elles soient responsables de la traite, ce soient les hommes qui prennent les décisions concernant les ventes de lait (Valdivia, 2001; Tipilda et Kristjanson, 2009). En outre, le contrôle de facto du bétail ou des revenus dérivés des produits de l'élevage est de toute façon limité par la responsabilité qui incombe aux membres du ménage, de satisfaire les objectifs en matière de santé et de bien-être de la famille selon les ressources et les besoins du ménage (Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses études aient démontré que les femmes, du fait de leur responsabilité traditionnelle d'éducation des enfants et de préparation des repas, tendent à dépenser une plus grande partie du revenu sous leur contrôle en nourriture que les hommes (par exemple, Guyer, 1988; Tangka, Emerson et Jabbar, 2002). En conséquence, accroître le contrôle des femmes sur les avoirs et les revenus des ménages, permet d'augmenter la part consacrée à la nutrition (et à l'éducation) (Valdivia, 2001). Cependant, étant donné que les revenus agricoles des ménages sont la plupart du temps dévolus aussi bien aux hommes qu'aux femmes, même si les bénéfices ne sont pas répartis équitablement, lorsque le revenu d'une activité dominée par les hommes augmente, les femmes peuvent quand même en tirer des avantages substantiels. Par exemple, Tangka, Emerson et Jabbar (2002) ont constaté que sur les hauts plateaux éthiopiens, la production laitière intensive fondée sur l'utilisation de bovins croisés augmentait les revenus des ménages de manière significative. En dépit du fait que les hommes, qui traditionnellement ne prennent pas part aux activités liées à la production laitière, percevaient une grande partie de ces revenus supplémentaires, les femmes des ménages qui possédaient des vaches laitières croisées avaient à leur disposition des revenus beaucoup plus importants que les femmes des ménages qui possédaient des bovins locaux, même si ces dernières conservaient la quasi-totalité du revenu laitier.

Globalement, les dynamiques du pouvoir au sein des ménages, extrêmement liées au contexte socio-économique, semblent trop complexes et trop variées pour que l'on puisse établir de simples prévisions concernant les effets de la promotion de l'élevage sur les questions de genre.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Les petits exploitants, quelle que soit la façon dont ils sont définis, représentent une part importante de la production agricole dans la plupart des pays en développement, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En Asie du Sud, plus de 80 pour cent

Crédit: ©FAO/Marzio Marzot



des fermes comptent moins de 2 ha de terre (Nagayets, 2005) et en Afrique subsaharienne, environ 90 pour cent de la production agricole serait le fait de petits exploitants (Dunsten, 2001). Dans la majorité des pays inclus dans la base de données FAO-RIGA, les ménages des deux quintiles inférieurs de dépenses fournissent environ 40 pour cent de la production animale commercialisée (en valeur), ce qui représente, dans de nombreux pays, une contribution plus importante que celle des ménages des quintiles supérieurs. Ainsi, le bien-être des petits exploitants a des conséquences importantes sur la production agricole globale, et donc sur la sécurité alimentaire (Narayanan et Gulati, 2002).

À l'échelle mondiale, la majorité des pauvres tributaires de l'élevage pratique l'agro-pastoralisme intégré (Thornton *et al.*, 2003). L'agro-pastoralisme est le système de production animale le plus favorable à l'environnement, car de nombreux éléments nutritifs sont recyclés au sein même du système, et la production agricole et l'élevage jouent des rôles complémentaires dans la production alimentaire et l'économie des ménages. L'élevage fournit ainsi des services qui vont au-delà de la simple fourniture directe de nourriture.

Les petits agriculteurs ont tendance à diversifier les espèces animales qui composent leur cheptel, en vue de mieux se protéger contre les risques, et à renoncer à la consommation de bétail pour maintenir ou constituer des actifs. L'importance de l'élevage peut donc être considérée en termes de gestion des risques ex-ante. Les caractéristiques des instruments de gestion des risques sont variées et leur pertinence dépend des situations. Parmi les instruments les plus communs, on trouve la diversification des sources de revenus (par exemple, la combinaison des cultures et de l'élevage, le travail agricole et non-agricole, la migration) et le choix des technologies à faible risque même au prix de revenus inférieurs (par exemple, des semences traditionnelles à la place de variétés à haut rendement).

L'élevage peut contribuer à la gestion des risques de plusieurs façons. Les animaux s'adaptent généralement mieux que les cultures aux chocs environnementaux, et souvent même mieux que leurs éleveurs. Ils sont mobiles, ils peuvent ainsi être déplacés, ce qui leur confère une plus grande capacité de survie. Ils sont généralement omnivores, et sont

ainsi capables de survivre aux effets que les changements climatiques naturels ou induits peuvent provoquer sur l'offre alimentaire. Les races animales autochtones sont particulièrement bien adaptées aux risques environnementaux locaux et font une utilisation particulièrement efficace des ressources naturelles. Pour toutes ces raisons, la capacité de survie supérieure du bétail peut augmenter de façon significative la survie des éleveurs de bétail et des populations pauvres qui élèvent du bétail, qui peuvent transférer une partie des risques environnementaux sur leurs animaux.

Les pauvres doivent également développer des stratégies d'adaptation aux risques, c'est-à-dire faire face aux chocs ex-post, en réduisant par exemple la variabilité de la consommation alimentaire indépendamment des fluctuations du revenu (lissage de la consommation). Les stratégies de réduction des risques incluent: la capacité d'adaptation, le désépargne des liquidités, le crédit et l'assurance (individuelle ou mutuelle) - des stratégies auxquelles l'élevage contribue dans les ménages ruraux.

Les animaux peuvent être des facteurs de production en mesure de compléter la main-d'œuvre (les animaux peuvent par exemple être utilisés pour la traction) et le capital. C'est une caractéristique extrêmement importante en vue de contrebalancer les risques sur le marché du travail, lorsque la demande saisonnière attire des travailleurs vers des activités temporaires mieux rémunérées et, lors des migrations, lorsque des membres de la famille doivent délaisser l'exploitation du ménage pour des périodes prolongées. Les petits animaux possèdent l'avantage supplémentaire d'avoir des cycles de reproduction courts, de sorte qu'ils peuvent être utiles pour accélérer la reprise suite à des pertes d'animaux. De part leur valeur intrinsèque en termes de nutrition et de commercialisation, les animaux d'élevage sont des actifs importants pour les ménages. Du fait de sa capacité de reproduction, cet actif peut prendre de la valeur même lorsque les prix sont stables, et la réalisation de sa valeur peut être programmée avec plus de souplesse que pour beaucoup d'autres produits agricoles¹⁴. La variété des fonctions de l'élevage dans l'économie des ménages explique pourquoi le bétail est l'un des investissements privilégiés dans les projets de micro-crédit (par exemple, Rubin, Tezera et Caldwell, 2010; Baumann et Hancock, 2011).

Les prix des produits destinés à l'alimentation animale par rapport à ceux des produits de l'élevage ne suffisent souvent pas à inciter les éleveurs à acheter des intrants alimentaires, ainsi dans de nombreuses régions du monde, les systèmes de production animale qui prévalent sont ceux à faible ou moyenne utilisation d'intrants. Cependant, la productivité au sein de ces systèmes de production est extrêmement variable, parfois même au sein d'un pays ou d'une zone agro-écologique (par exemple, Otte et Chilonda, 2002; Maltso-glou et Rapsomanikis, 2005; Teufel *et al.*, 2010; Hemme et Otte, 2010). Cela laisse penser qu'il existe de nombreuses possibilités pour améliorer l'efficacité générale de la production animale, en promouvant des systèmes de production testés à l'échelle locale. Toutefois, ces systèmes de production nécessitent souvent des investissements de base, qui peuvent être inaccessibles pour de nombreux petits exploitants, ils comportent des risques et, par ailleurs, il ne se traduisent par des augmentations majeures du revenu total du ménage que si l'élevage constitue déjà une part importante de ses revenus (Garcia *et al.*, 2006). Il n'est

¹⁴ Toutefois, les ressources financières consacrées à l'élevage présentent un risque d'exposition en termes de dynamique des prix et d'autres déterminants de la valeur des actifs, tels que l'état de santé. La dimension financière de l'adaptation aux risques doit prendre en compte ce risque d'exposition.

donc pas surprenant que, bien que la plupart des petits exploitants soient prêts à investir en vue d'améliorer la survie de leur bétail, peu soient prêts à investir en vue d'améliorer leur rendement.

L'analyse des informations de la base de données FAO-RIGA ne soutient pas l'affirmation selon laquelle 70 pour cent des ruraux pauvres dans le monde sont des femmes pour lesquelles l'élevage représenterait l'une des rares sources potentielles de revenus (DFID, 2000). Quelle que soit la proportion de femmes et de filles parmi les pauvres, la promotion de la production animale – à laquelle les femmes participent activement de manière indéniable – n'améliore pas automatiquement le contrôle des femmes sur les revenus issus de l'élevage; une analyse des études examinant les effets des projets d'élevage sur les revenus des femmes a rendu compte de résultats mitigés (Leroy et Frongillo, 2007). D'autre part, les femmes peuvent tirer profit de manière significative des interventions en matière d'élevage, même si les hommes en sont les principaux bénéficiaires, comme le montre Tangka, Emerson et Jabbar (2002).

L'impact de la promotion de la production animale sur l'incidence des infections zoonotiques chez l'homme n'a fait l'objet d'aucune étude systématique (Leroy et Frongillo, 2007). Le bétail – souvent de manière asymptomatique – abrite et répand un large éventail de micro-organismes en mesure d'infecter les humains, causant parfois des maladies graves, voire provoquant la mort. Plusieurs études ont démontré les risques pour la santé associés à l'élevage. En Indonésie, par exemple, les petits ruminants sont conservés à proximité des quartiers de la famille, cette situation se traduit par la présence de niveaux très élevés de bactéries fécales dans les sources d'eau potable (Budisatria *et al.*, 2007). En Gambie, Pickering *et al.* (1986) ont constaté que les enfants qui vivaient dans des maisons où des animaux étaient élevés, avaient plus de risque de contracter des maladies diarrhéiques transmises par les animaux que les autres enfants, et que la mortalité infantile était plus élevée chez les ménages qui élevaient des poulets et des chèvres que chez les autres. De même, au Kenya, la présence de ruminants dans les lieux de vie est directement liée à un risque plus élevé de mortalité infantile (Gemert *et al.*, 1984, cité dans Tangka, Jabbar et Shapiro, 2000). Le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène H5N1 est actuellement l'agent pathogène zoonotique le plus connu, et une grande partie des cas humains est attribuable à la manipulation de volailles malades ou mortes. Compte tenu des risques pour la santé humaine, la promotion de l'élevage pour la réduction de la pauvreté doit être accompagnée d'un renforcement des capacités en matière de règles générales d'hygiène et de gestion des déchets.

Les gouvernements n'ont souvent pas conscience des rôles complexes que joue l'élevage dans l'économie des ménages ruraux, et les politiques de développement de l'élevage tendent à être axées sur les produits de l'élevage, en particulier sur les produits commercialisés (Behnke, 1985). Cette perspective est beaucoup trop réductrice: il a été démontré que les éleveurs étaient souvent prêts à conserver dans leur cheptel des animaux à faible productivité physique en raison des nombreux services collatéraux que le bétail pouvait leur offrir. Cette divergence apparente entre les critères d'évaluation des décideurs politiques et ceux des éleveurs, est en grande partie responsable de la faible efficacité des politiques de développement du secteur de l'élevage en matière de réduction de la pauvreté.

Le développement du secteur de l'élevage en faveur des pauvres, ne doit pas être axé principalement sur le maintien du statu quo et sur la conservation des petits élevages, il doit

viser à tirer profit des tendances actuelles en matière de développement et à renforcer au maximum leur contribution à la réduction de la pauvreté. Même si seule une minorité des éleveurs pauvres pourront bénéficier directement de la croissance prévue de la demande d'AOA, et même si souvent la croissance tend à ne pas profiter directement aux très pauvres et aux indigents, la croissance en faveur des pauvres atteint les pauvres à travers des avantages économiques indirects (voir chapitre 4) et augmente la marge de manœuvre budgétaire des gouvernements en vue de fournir des filets de sécurité pour ceux qui ne peuvent pas bénéficier autrement du développement rural.

RÉSUMÉ ET POINTS CLÉS

- Les petites exploitations (<2 ha) représentent une part importante, voire croissante, de la production agricole. Dans les pays africains et asiatiques figurant dans la base de données FAO-RIGA, entre la moitié et les trois quarts de la production animale totale, parfois même plus, sont le fait d'exploitations de moins de 2 ha de terres ou de moins de 2 UBT.
- La taille moyenne des ménages ruraux varie de 4,0 à 6,7 membres, dont - dans la plupart des cas - près de la moitié sont des personnes à charge. Les chefs de ménage ont généralement suivi moins de cinq années d'éducation formelle, ce qui tend à confirmer la faiblesse du capital humain des ménages ruraux. La part des ménages propriétaires fonciers varie considérablement selon les pays. À l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, les exploitations moyennes sont de l'ordre de 1 ha, voire moins. La possession de bétail est en général légèrement plus fréquente et équitable que la possession de terres, même si, de nouveau, la taille moyenne des troupeaux est faible et oscille normalement entre 1 et 2 UBT.
- Néanmoins, dans la plupart des pays de la base de données FAO-RIGA, l'agriculture est le secteur qui offre le plus de revenus aux ménages ruraux, soit grâce à l'exploitation familiale soit par le biais d'emplois à bas salaire comme ouvriers agricoles. On trouve des ménages d'éleveurs dans tous les quintiles de richesse, mais les ménages du quintile inférieur de dépenses sont généralement plus susceptibles d'avoir des animaux dans leurs portefeuilles d'actifs que les ménages les plus riches.
- L'élevage permet de réduire la vulnérabilité des ménages agricoles, car les animaux sont moins dépendants des conditions météorologiques que les cultures, sont mobiles, et ne sont pas liés à une saison spécifique de récolte, ils jouent ainsi le rôle de réserve de nutriments et de richesses et peuvent être utilisés afin de lisser la consommation et les dépenses. Le bétail remplit également des fonctions sociales et contribue à la création et à l'entretien de réseaux sociaux qui agissent comme des filets de sécurité en temps de crise.
- La productivité et les revenus des ménages agricoles peuvent être renforcés grâce à l'élevage. En effet, il permet de contribuer à l'augmentation de la production agricole grâce à la traction animale et à l'amélioration de la fertilité des sols, de valoriser les déchets agricoles et les terres stériles, en convertissant des produits agricoles de faible valeur en produits de plus grande valeur, et d'offrir un accès à des ressources de propriété communes (souvent des terres non arables), élargissant ainsi le revenu de base des ménages dépourvus de ressources. Le bétail améliore la productivité

globale du travail des ménages en permettant un lissage de la demande de main-d'œuvre familiale au cours des saisons, en fonction des sexes et des générations, et en fournissant des micronutriments essentiels facilement absorbables et des protéines de haute qualité pour l'alimentation humaine, particulièrement importants pour les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

- L'élevage est un moyen important de conférer un revenu et un statut aux femmes. Bien que les femmes ne détiennent que rarement des droits de propriété ou d'usage sur les terres, elles possèdent souvent du bétail. Cependant, la promotion de la production animale n'améliore pas automatiquement le contrôle des femmes sur les revenus issus de l'élevage. Globalement, les dynamiques du pouvoir au sein des ménages, extrêmement liées au contexte socio-économique, semblent trop complexes et trop variées pour que l'on puisse établir de simples prévisions concernant les effets de la promotion de l'élevage sur les questions de parité.
- Alors que les gouvernements ont tendance à axer leurs politiques de développement de l'élevage sur les produits commercialisés, de nombreux éleveurs attachent plus d'importance aux autres services que le bétail fournit, comme le fumier, la force de traction et la couverture contre les risques. En raison de ces divergences entre les priorités des décideurs et des éleveurs, la plupart du temps, les politiques de développement du secteur de l'élevage contribuent peu à la réduction de la pauvreté.